



CAP Locale n° 2 et 3 du 17 juillet 2014

Déclaration liminaire des élu-es CGT Finances Publiques

Monsieur le président,

Nous ne pouvons débiter nos travaux sans évoquer la question de l'emploi à la DGFIP et à la DRFIP de Loire Atlantique. Un seul mot résume la situation : **CATASTROPHIQUE !**

De suppressions d'emplois en suppressions d'emplois, de « mauvaise gestion prévisionnelle des emplois » en « mauvaise anticipation des départs en retraite », les Directions, l'encadrement et les agent-es sont aujourd'hui confrontés à une situation sans précédent. Nous contestons au passage cette notion de « mauvaise anticipation », véritable jeu de dupe visant à faire au contraire une « bonne anticipation » de la commande politique de suppression des emplois dans notre administration. Ainsi les emplois non pourvus au premier septembre 2013 font les emplois supprimés au premier septembre 2014. Les emplois non pourvus au premier septembre 2014 feront les suppressions 2015.

La question qu'il faut dès lors se poser c'est jusqu'à quand allons nous subir cette politique de casse du service public ? Vous le savez la CGT s'oppose fortement aux politiques d'austérité menées actuellement dont les principaux effets sont de détruire les services publics et la solidarité nationale sans aucun effet positif sur l'économie et sur l'emploi.

C'est ainsi que les CAP de mutation des cadres B et C de cette année se sont inscrites dans la « digne » suite des mouvements précédents. En effet à la clôture de la 1^{ère} phase de discussion, plus de 1700 postes B étaient déclarés vacants. C'est un triste record historique auquel s'ajoutaient les plus de 2350 vacances d'emplois de catégorie C. Malgré la mobilisation des personnels, l'administration n'a rappelé qu'une portion minime des listes complémentaires et nous le déplorons. **Ainsi dans le 44, après prise en compte des temps partiels, il manquera 13,3 B et 12,9 C en FGP, 15,8 B et 33 C pour la FF** et le taux de couverture continue de se dégrader.

Dans les équipes de travail, qui font la force historique de la DGFIP, tout le monde en paie le prix : adaptation, réorganisation, pression, tensions ... sur fonds de priorités et de nouvelles mesures annoncées sans qu'en soient mesurées les conséquences pour les agents et les services.

La situation est d'une telle gravité que, fait sans précédent, les travaux de la CAPL d'affectations locales C ont été suspendus le 26 juin jusqu'à aujourd'hui. Pour gérer cette pénurie d'emplois, la direction locale a recourt aux gels de postes, certes a minima, et donc gels d'affectations, pour colmater les brèches. Nous ne pouvons accepter la remise en cause du droit à mutation pour des collègues dont les conditions de vie au travail se dégradent, sans parler des rémunérations bloquées depuis 2010.

Par ailleurs, après dix années de suppressions d'emplois, aucun service ne connaît de situation de réel surnombre !

Face à cette situation, la Direction ne pourra exiger l'impossible de ses agents, nous serons très vigilants sur d'éventuelles pressions aux résultats.

Immanquablement, cette situation désastreuse entraînera aussi la multiplication des interventions urgentes et nécessaires des syndicats et de la direction dans les services en souffrance...

Et comme on ne change pas une équipe qui gagne, de nouvelles suppressions d'emplois sont donc annoncées pour 2015, accompagnées de nouvelles restrictions budgétaires...

A côté, la gestion désastreuse des calendriers au niveau national, avec des CAPL B et C un 17 juillet en Loire Atlantique, mais encore plus tard dans d'autres directions, pourrait paraître anecdotique.

Face à l'urgence, la CGT réitère ses exigences :

- ✿ **L'appel immédiat de l'intégralité des listes complémentaires des concours.**
- ✿ **Arrêt des suppressions d'emplois, comblement des postes vacants et élargissement des recrutements par concours à hauteur des besoins, pour permettre de pourvoir tous les postes implantés**
- ✿ **Arrêt des licenciements et plan de titularisation des personnels non titulaire**